

Réponse de Bernard Bachelier au texte de Thierry Ruf « A propos de l'Avenir de l'eau d'Erik Orsenna »

Thierry Ruf vient de publier sur un blog une lettre adressée à Erik Orsenna. Une longue lettre puisqu'elle s'étire sur 19 pages. C'est, en fait, une critique en règle du livre d'Erik Orsenna « L'avenir de l'eau » que Thierry Ruf sous-titre « la caricature des eaux ». Le ton est donné !

FARM est mise en cause dès la page 3. C'est pourquoi, en tant que directeur de FARM, je souhaite réagir à ce texte.

Thierry Ruf signe avec ses titres professionnels de directeur de recherche à l'IRD et professeur consultant à SupAgro Montpellier. C'est donc bien en tant que chercheur qu'il s'exprime. Or quel n'est pas notre étonnement de constater qu'il prend de grandes libertés avec la rigueur scientifique et l'exactitude des faits !

En fait, FARM est utilisée comme argument pour démontrer la collusion supposée d'Erik Orsenna avec les « multinationales françaises sur l'eau ». Du coup, Thierry Ruf n'hésite pas à recourir aux amalgames et à donner des informations inexactes pour mieux étayer son parti pris.

Ainsi, les entreprises qui ont fondé FARM seraient « cinq multinationales » et bien sûr, le terme n'est pas vraiment flatteur dans sa bouche ! Précisons, les fondateurs sont six : Crédit Agricole S.A., GDF Suez, Casino, Limagrain-Vilmorin, Air France et l'Agence Française de Développement. Ce sont des entreprises françaises qui ont réussi à l'international. L'une, le Crédit Agricole, est issue d'une banque mutualiste et l'autre, Limagrain, une coopérative agricole. Les autres, Casino, Suez et Air France portent les savoir faire français de la grande distribution, du service de l'eau, du traitement des déchets ou du transport aérien à l'échelle internationale. Réussir à l'international serait-ce pactiser avec le diable ? Enfin, le sixième fondateur est l'Agence Française de Développement. C'est un établissement public chargé de l'aide au développement. Alors pour construire le décor, Thierry Ruf la taxe de « notre petite banque mondiale bien française ».

Et il ne peut venir à l'esprit de Thierry Ruf que leurs « PDG », comme il dit, peuvent être à la fois des grands patrons, de l'industrie ou des services, et en même temps des citoyens soucieux du bien public. Ceux qui se sont engagés dans FARM pensent que les entreprises peuvent assurer des missions d'intérêt commun, qu'elles peuvent faire profiter de leur savoir faire, de leurs expériences et de leurs moyens, aux populations moins favorisées. C'est dans cet esprit qu'ils soutiennent FARM, fondation reconnue d'utilité publique dotée d'une mission d'intérêt général. Le directeur que je suis, qui a aussi assumé des responsabilités dans le secteur public, peut affirmer que tous ces dirigeants distinguent avec une rigueur absolue les intérêts économiques de leurs entreprises et leur engagement dans FARM. Et même en terme d'image, le retour est bien lointain pour eux, tant leurs enjeux stratégiques sont éloignés. La plupart de leurs entreprises n'ont pas de stratégie de développement commercial en Afrique. C'est bien le problème d'ailleurs.

D'ailleurs, Thierry Ruf revient si peu aux faits qu'il n'a pas pris la peine de vérifier ses sources. Non, ni Carrefour, ni Veolia ne sont fondateurs de FARM. Dommage ! Car l'argumentaire devait démontrer la proximité d'Erik Orsenna, vice-président de FARM, et de FARM elle-même à la fois avec Suez et Veolia. Eh bien, c'est raté, Veolia ne fait pas partie des entreprises fondatrices de FARM. Pourtant Thierry Ruf aurait du s'en apercevoir puisqu'il a repris dans une longue note de bas de page la composition du Conseil d'Administration de FARM.

Mais qu'importe, le décor est planté. Nous ne pouvons être que dans le mauvais camp, celui du profit. D'ailleurs, pour bien illustrer ce péché, FARM est accusée de soutenir « de grandes fermes utilisant toutes les techniques agroindustrielles modernes ». Et d'affirmer que « ce modèle s'avère désastreux sur le plan social et écologique ».

Ceci est faux et il suffit de regarder ce que FARM soutient pour s'en rendre compte. FARM appuie les exploitations petites et moyennes essentiellement familiales et qui produisent pour le marché local. C'est aux responsables de ces organisations que s'adresse le projet de formation au Maroc.

Peut-être veut-il faire allusion aux projets d'agriculture vivrière que FARM soutient pour aider des groupements paysans à accroître la production en réaction à la crise alimentaire. Mais là encore le reproche serait injuste. 22 agriculteurs qui se partagent 63 hectares irrigués au Burkina Faso, est-ce une grande ferme agroindustrielle ? Au Mali, dans le village de Tongorongon, près de Mopti, 125 hectares qui étaient impropres à la culture, récupérés par 125 agriculteurs, est-ce de l'agro industrie ?

FARM promeut une vision entrepreneuriale de l'agriculture. Ce n'est pas l'agro business que nous encourageons. Nous voulons aider les groupements paysans à vivre de leur travail, à maîtriser leur destin, à disposer de leur autonomie. Et oui, pour cela nous pensons que la formation à la gestion, l'accès au crédit et la maîtrise de la commercialisation peuvent y contribuer. Et nous pensons que donner à des paysans africains la possibilité de devenir des entrepreneurs, c'est-à-dire des chefs d'exploitations familiales, cela en vaut la peine.

Erik Orsenna a compris notre démarche et il contribue à lui donner son sens car il va voir les réalités sur le terrain et constate les faits sans a priori idéologique. Erik Orsenna sait raconter ses voyages. Qu'a voulu faire Erik Orsenna, se demande Thierry Ruf ? Il a voulu écrire un livre qui se lise.

Cette démarche, Erik Orsenna l'a menée en sollicitant l'avis d'un nombre d'acteurs impressionnant, qui lui ont fourni et validé beaucoup d'informations que l'on retrouve dans son livre. Ces acteurs sont reconnus pour leurs expériences et compétences dans le domaine de l'eau, et sont issus de toutes les origines : États, structures publiques et privées, ONGs, chercheurs, agriculteurs, organisations internationales. FARM l'a appuyé à plusieurs reprises dans cette démarche, qui correspond à l'objectif de la fondation de travailler en partenariat élargi et qu'elle applique concrètement dans ses projets.

La vision de FARM est que les défis du développement de l'agriculture dans le monde nécessitent d'associer les moyens et les compétences dans une démarche pragmatique et ouverte, sans exclusion sur l'origine publique, privée ou associative des acteurs engagés.

Quelle chance exceptionnelle pour le monde en développement, le monde de la recherche, le monde de l'agriculture et celui de l'eau, les mondes qui nous sont chers à vous comme à moi, cher Thierry Ruf, de rencontrer un académicien qui les comprend, les aime et qui sait faire partager cette compréhension et cet amour au plus grand nombre.

Le directeur de FARM,

Bernard BACHELIER